

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Lutte
Ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2392 - 6 juin 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

**Face au patronat
et au gouvernement**

Il faut

préparer

la riposte

7 - 8 - 9 juin à Presles



**Vive
la Fête**



SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Réforme territoriale
 - Cinq ans de RSA
- p. 5 ■ Les retraités dans la rue
 - Pensions d'invalidité
 - Suppression des services sociaux
- p. 6 ■ Pacte de responsabilité
 - Combattre le FN
- p. 11 ■ Commémoration du 6 juin 1944
 - Journée sans tabac
 - Réforme pénale
- p. 12 ■ Mobilisation lycéenne à Privas
 - Fil rouge

Dans le monde

- p. 15 ■ Brésil : la coupe est pleine
 - Qatar : une erreur meurtrière
- p. 16 ■ Espagne :
 - abdication de Juan Carlos
 - Turquie :
 - Un an après Taksim
 - Catastrophe minière de Soma

Dans les entreprises

- p. 13 ■ SNCF : vers la grève
 - Acticall - Cournon-d'Avvergne
- p. 14 ■ Seita - Carcquefou (Loire-Atlantique)
 - Toulouse : Total
 - Continental

La fête de Lutte Ouvrière

- p. 7 à 10

• 7, 8, 9 juin

Pour venir à la Fête de Lutte Ouvrière à Presles

En train

La Fête est facilement accessible par le train. C'est un moyen rapide: 38 minutes depuis la gare du Nord jusqu'à la gare de Presles-Courcelles (départ à 5 h 34, 6 h 34, puis toutes les heures jusqu'à 23 h 34). La seule contrainte est le trajet à pied: compter environ 12-15 minutes pour parcourir les 900 mètres qui séparent la gare de Presles-Courcelles de l'entrée de la Fête... dont le dernier tiers en côte.

Dézonés pendant les trois jours de la Pentecôte, les pass Navigo mensuel et annuel, y compris les pass Améthyste et Imagine'R, permettent de se

rendre à la Fête gratuitement. Pour ceux qui ne les possèdent pas, le prix de l'aller plein tarif de Paris à Presles est de 5,80 euros.

En cars gratuits

Par ailleurs des autocars gratuits partiront du métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) pour aller jusqu'à l'entrée de la Fête. Ils circuleront les trois jours aux horaires d'ouverture de la Fête, avec un départ toutes les 20 minutes environ, et le retour est toujours assuré!

Automobilistes, attention : Presles est une petite ville et le stationnement

des voitures y est très difficile.

Départs collectifs en région

Des départs groupés, en train ou en autocars, sont prévus à partir de nombreuses villes. Renseignez-vous auprès de nos camarades, et consultez le site <http://lutte-ouvriere.org>, rubrique « en région ».

Nous pouvons communiquer quelques-uns de ces départs pour le samedi 7 juin

■ **Clermont-Ferrand** 6 h : place de la Rodade à Montferrand (arrêts à Moulins, Nevers et Montargis)

■ **Ly on** 5 h 15 :

M° Laënnec (angle rue Ambroise Parré - rue Laënnec)

■ **Limoges** 6 h : haut du Champ-de-Juillet

■ **Chateauroux** 7 h 30 : parking de l'Escale

■ **Bourges** 6 h : parking de STI Centre (88, route d'Orléans à Saint-Doulchard)

■ **Vierzon** 6 h 30 : rond-point Entrée-des-Forges

■ **Orléans** 7 h 30 : péage Orléans Centre-La Chapelle-Saint-Mesmin (parking voitures espace client)

(Voir notre encart central "toute la fête")

• Énergie

Des fournisseurs à la coupure facile

Les entreprises telles que GDF Suez, Direct énergie, ERDF, etc. coupent de plus en plus souvent le gaz et l'électricité qu'elles fournissent à leurs abonnés. C'est ce qu'indique le dernier rapport du médiateur national de l'énergie. Rien qu'au premier trimestre 2014, 60 000 abonnés se sont vu couper l'électricité, tandis que pour 87 000 autres la puissance était réduite à 3 kWh.

D'une part, ils sont de plus en plus de gens à avoir du mal à payer leurs factures: 15% des abonnés en 2013, contre 11% en 2012. Comment en serait-il autrement? D'un côté, les tarifs du gaz et de l'électricité ne cessent d'augmenter (+10% entre l'été 2012 et la fin 2013). De l'autre, le chômage progresse et le pouvoir d'achat se dégrade. Au total, 8 millions de personnes seraient en « précarité énergétique »,

c'est-à-dire qu'elles dépensent au moins 15% de leurs revenus pour des dépenses d'énergie qu'elles ont du mal à assurer.

Résultat: les coupures se multiplient. Il y en a eu ainsi 580 000 en 2012. Dans leurs méthodes, les opérateurs sont sans scrupules. Le médiateur et la presse ont rapporté plusieurs cas d'abonnés ayant proposé sans succès un échéancier pour solder leurs dettes,

voire dont l'énergie a été coupée alors qu'ils avaient réglé leurs arriérés.

La déréglementation de l'énergie avait été présentée comme bénéfique pour les usagers. Son seul objectif était en réalité d'offrir un marché à des requins, aujourd'hui pas gênés de couper l'électricité ou le gaz aux clients qui ne leur semblent pas assez rentables.

Michel BONDELET

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante:

LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Dépôt légal juin 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande		

Reprenons confiance dans notre force collective

Après l'affaire Cahuzac, la caste politique avait promis qu'on ne l'y reprendrait plus. Le soleil de la transparence et de l'exemplarité allait briller sur la vie politique ! Il y avait bien quelques vieilles affaires à purger, celles des Guérini à Marseille, de la fédération du Nord-Pas-de-Calais pour le PS, les affaires Dassault, Balkany, Guéant pour la droite, mais tout cela était du passé, nous avait-on dit.

Et l'on apprend que l'UMP a mis en place un système de fausses factures avec la société Bygmalion, pour la bagatelle d'au moins 11 millions d'euros ; que cela serait lié à l'explosion du plafond légal des dépenses de campagne de Sarkozy ; que ni lui-même ni Copé n'en savaient rien.

Pour qui nous prennent-ils ? Il y a de quoi être dégoûté par ces politiciens aussi dénués de scrupules qu'arrivistes. Mais l'écœurement vis-à-vis de la politique a des racines plus profondes encore.

Les dirigeants socialistes parlent de « crise de confiance », comme si la faute en incombait aux électeurs de gauche, qui ne comprendraient pas la situation et seraient impatients.

Mais qui s'est fait élire sur la promesse de faire la guerre à la finance, avant d'étouffer les travailleurs sous les impôts pour payer ces mêmes financiers ? Qui avait promis d'empêcher les licenciements, comme à Florange, et a aidé les licenciés ?

Quand Sarkozy était au pouvoir, Hollande combattait l'idée que le coût du travail était un problème. Aujourd'hui, il ne parle plus que de le réduire et ne jure que par les exonérations de cotisations sociales et les baisses d'impôt pour le patronat, quitte à faire payer les travailleurs, y compris ceux qu'il condamne au chômage.

Sa dernière idée est d'expérimenter une vieille revendication patronale : le gel des seuils sociaux. L'entreprise qui dépasserait 10 salariés ne serait plus contrainte d'avoir des délégués du personnel. Celle qui passerait à plus de 50 n'aurait plus à mettre en place un comité d'entreprise, ni à négocier sur les salaires ou l'intéressement.

Ce n'est pas en se pliant à tous les désirs du patronat que Hollande regagnera la confiance des travailleurs. Le discrédit est si profond que la nomination de Valls au poste de Premier ministre et ses promesses de baisse d'impôt pour les plus modestes, dérisoires au regard

du recul des conditions de vie, n'y ont rien changé.

Avec une telle impopularité, « on voit mal comment Hollande pourra tenir trois ans », se demandent les commentateurs. Mais, pour gouverner, Hollande n'a pas besoin de « crédit », il lui suffit d'avoir le pouvoir. Tant que personne ne le conteste dans la rue, tant que les travailleurs ne réagissent pas, il continuera à attaquer, main dans la main avec le patronat.

Et ce n'est pas l'opposition d'opérette au sein du PS qui le fera changer de politique. Ce n'est pas non plus le risque de perdre les prochaines élections. Hollande l'a montré aux municipales et aux européennes : il est prêt à sacrifier son parti sur l'autel de sa politique propatronale.

Rien ne le fera changer, car Hollande fait partie de ces hommes politiques « responsables », dévoués depuis toujours à la bourgeoisie, convaincus que tout dépend de la prospérité des capitalistes, de la rentabilité de leurs affaires. Que cela nécessite, dans cette période de crise, de s'en prendre aux travailleurs, Hollande l'assume.

Alors, quelles sont les perspectives pour les travailleurs ? Sûrement pas d'attendre les prochaines élections, car remplacer la gauche par la droite signifierait redemander des coups. Quant à ceux, parmi les travailleurs, qui croient pouvoir « tenter » ou « essayer » le FN, ils sont suicidaires.

Le FN est le défenseur du capitalisme et du patronat. Il n'a rien contre l'exploitation, il n'envisage que d'en faire baver plus encore aux travailleurs qui ont le malheur de ne pas être nés ici. Et s'il parvenait au pouvoir, il y mènerait une politique antiouvrière impitoyable.

Sa « préférence nationale » est un poison pour les travailleurs. Un poison dont les effets se font déjà sentir au travers des réflexions racistes qui se banalisent. Un poison qui divise les travailleurs et les détourne du seul combat qui permettrait de débloquent la situation pour les exploités : le combat contre le patronat.

Contre le piège du FN, il faut que se construise, à l'opposé, une force politique qui ouvre des perspectives aux travailleurs ; qui milite pour mettre en avant leurs intérêts ; qui milite pour redonner confiance aux travailleurs, confiance dans la légitimité de leurs exigences, confiance dans leur force et leur capacité de faire valoir leurs droits.

• Dividendes en hausse

La bourgeoisie toujours plus parasitaire

Au niveau mondial, les 3 000 plus grandes entreprises cotées en Bourse ont versé, rien qu'au premier trimestre de l'année 2014, 228 milliards de dollars de dividendes à leurs actionnaires. Cela représente une hausse de 31 %. Et si l'on ne prend qu'une seule d'entre elles, Vodafone, c'est 26 milliards de dollars de dividendes exceptionnels qui ont été distribués.

Alors que la misère s'étend partout, que le chômage de masse ravage le niveau de vie des classes populaires, que les États saccagent les services

publics pour donner encore plus de subventions aux grandes entreprises, ces dernières versent des dizaines de milliards supplémentaires à

leurs propriétaires.

À coups de restructurations, de rachats, de pillage des richesses partout dans le monde, de conditions de travail plus pénibles, les plus grandes entreprises parviennent à augmenter leurs profits même si la production ne croît pas. Cela signifie que la part de richesses qui revient aux travailleurs

s'amenuise chaque jour un peu plus, au profit de la classe privilégiée.

L'augmentation des dividendes versés aux propriétaires est aussi le signe du parasitisme de la bourgeoisie. La hausse des dividendes est en effet plus rapide que celle des profits des entreprises. Ainsi la soif d'accumulation de la classe riche étouffe

toujours plus la production elle-même, réduisant les moyens destinés aux investissements ou à la recherche.

Au début du 20^e siècle, Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* parlait d'une économie de tondeurs de coupons. Cette formule n'a jamais été autant d'actualité.

G. B.

• Cinq ans de RSA

Toujours plus d'allocataires

Cinq ans après la création du RSA, ce « revenu de solidarité active » qui remplaçait le RMI et était censé faire reculer la misère et favoriser le retour à l'emploi, près de 5 millions de personnes entre les allocataires et leurs familles, doivent vivre sur cette allocation d'à peine 500 euros par mois (pour une personne seule).

Le nombre d'allocataires augmente année après année, nourri d'un flot de chômeurs toujours plus nombreux qui ont épuisé leur droit au chômage. Mais c'est aussi de plus en plus des travailleurs avec un emploi (six des allocataires sur dix) qui obtiennent avec le RSA un maigre complément à des salaires de misère. Et pourtant les chiffres sont loin de refléter la montée de la pauvreté : la moitié de ceux qui auraient droit au RSA n'en bénéficient pas.

C'est sous la présidence de Mitterrand que le RMI avait été créé, rebaptisé RSA sous celle de Sarkozy pour être étendu aux salariés les plus pauvres. Officiellement, il s'agissait de favoriser le retour au travail. Mais le RSA ne donne aux travailleurs réduits à la misère que le droit de toucher juste de quoi survivre. Le RSA a été un moyen pour imposer aux travailleurs des postes à temps partiel, de plus en plus précaires et payés le moins possible, en leur versant un petit complément. Le patronat n'y a vu que des avantages. La précarisation de l'emploi et la baisse de tous les salaires en ont été facilitées mais les patrons n'ont pas pour autant embauché. Au contraire, les licenciements ont continué, accompagnés d'une aggravation des conditions de travail et d'une précarité grandissante pour tous ceux qui gardent un emploi.

À défaut de changer la réalité, on peut toujours la débaptiser, comme lorsque le RMI est devenu RSA. À quand la prochaine appellation ?

Gilles BOTI

• La réforme territoriale

Empoignades de théâtre et réalité sordide

Une grande partie de la presse quotidienne du mardi 3 juin a publié une longue tribune libre de Hollande, à l'adresse « de tous les Français ». La veille au soir, après un débat âpre et tendu, paraît-il, Hollande avait tranché et arrêté le premier volet de sa fameuse réforme territoriale : la refonte des 22 régions métropolitaines actuelles en... 14 régions.

Bien sûr, on peut comprendre qu'il y ait une certaine inquiétude parmi les présidents de région, petits seigneurs locaux, et leur cour, préoccupés par leur devenir. Mais c'est une inquiétude quelque peu factice car, si les 21 présidents socialistes de région sont menacés de perdre leur mandat, c'est d'abord à cause de la politique propatronale du gouvernement, qu'ils soutiennent tous et qui a déjà provoqué deux raz de marée électoraux antisocialistes.

Le gouvernement, la caste politique et l'ensemble de la presse écrite et audiovisuelle parlent comme d'une évidence incontestable de la « nécessité de réformer le millefeuille administratif qui coûte une fortune à l'État ». Mais cela recouvre un énorme mensonge.

Ni les régions ni les départements ou les communes ne constituent un poids inadmissible pour l'État. Au contraire, depuis plus de trente ans, au fil du temps l'État s'est défaussé

de ses responsabilités sur l'ensemble des collectivités territoriales. Cela lui a permis de détourner des dizaines de milliards, censés répondre aux besoins élémentaires de la population, vers les caisses des capitalistes de la banque, de l'industrie, des services et du commerce.

Le gouvernement Mauroy, sous la présidence de Mitterrand et avec le soutien du PS et du PCF, a mis en route ce désengagement massif de l'État par le biais des lois de décentralisation. L'État transféra alors aux collectivités locales, au nom « de la démocratie locale », des compétences qu'il exerçait auparavant, sans jamais leur assurer les financements correspondants. Si parfois les notables locaux ont protesté contre ce détournement de fonds général, ils ont apprécié en contrepartie le petit pouvoir que leur octroyait la gestion de ces sommes.

Les secteurs les plus vitaux pour la population ont été



La carte de la réforme telle que la imaginée F. Hollande

touchés : l'éducation, les aides sociales, la santé, le handicap, les maisons de retraite, les transports, les routes, le logement, etc. Non seulement l'État a ainsi économisé des sommes considérables, une part notable du budget national, mais de plus il a rejeté sur les notables locaux la responsabilité de cette politique de restrictions. Il leur appartenait, soit de faire des coupes budgétaires à cause du manque de financements,

soit d'augmenter les impôts locaux en conséquence.

Ce qui importe pour la population n'est ni la taille, ni le nombre des régions, pas plus que la survivance ou non des départements, autrement dit la forme des subdivisions administratives de l'État, mais ce qui se profile derrière : en l'occurrence, la destruction progressive des services vitaux encore existants.

Paul SOREL

Les collectivités locales soumises aux restrictions

Pour financer les dizaines de milliards offerts au patronat, sur les 50 milliards d'économies envisagées, les communes, départements et régions vont être mis à la diète. 11 milliards, voilà le montant des coupes supplémentaires déjà arrêtées.

Au 1,5 milliard de baisse des dotations déjà voté dans la loi de finances pour 2014, le gouvernement a ajouté de nouveau 1,5 milliard, ce qui portera la baisse de ce que l'État reverse aux collectivités territoriales pour assumer leurs missions à 3 milliards pour 2015, 2016 et 2017.

Cela fait déjà plusieurs années que le montant des reversements de l'État, pour permettre aux collectivités de fonctionner et d'assurer le transfert des compétences qu'il leur a confiées, est gelé. Maintenant il a entrepris une baisse rapide de ses dotations. À peine quelques mois après une première ponction, celle-ci a été doublée. Et rien ne dit que cela ne va pas encore s'aggraver dans un futur proche.

Pour accompagner cette

attaque en règle, le gouvernement a le culot de proposer son aide pour encourager les collectivités à réduire massivement leurs effectifs. Cela pourrait se traduire par la disparition de tout ou partie des assistantes maternelles, des aides-ménagères, des postes dans les cantines scolaires, d'ouvriers pour remettre en état les rues des communes, etc. Dans les départements, c'est l'ensemble des services sociaux qui pourraient se

voir attaqués, ce qui a d'ailleurs déjà commencé dans des départements gérés tout autant par la droite que par le Parti socialiste.

L'autre mesure préconisée est le gel de l'avancement des employés territoriaux, que le gouvernement juge trop rapide. Ainsi, non content d'avoir gelé leurs salaires pour sept ans, en grande majorité de tout petits salaires, le gouvernement voudrait bloquer toute progression individuelle.

Au-delà des phrases autour de la réforme territoriale, une attaque en règle est ainsi en cours contre les salariés de ces collectivités, accompagnée de la disparition programmée de toute une partie des services rendus à la population. Tout cela dans le cadre de la guerre de classe entreprise par un gouvernement qui n'est jamais en manque d'idées pour aggraver les classes populaires.

P.S.

• Crédit agricole

La santé des profits

Le groupe Crédit agricole, une des premières banques françaises, est très présent dans le secteur lucratif des maisons de retraite et des cliniques privées. Ses filiales d'assurance, réunies dans Crédit agricole assurances, gèrent ce secteur dans lequel le groupe entend manifestement se développer rapidement. Ainsi sa filiale Prédica possède 20,4 % du groupe Korian, devenu le leader européen du secteur en absorbant Medica. Il gère près

de 57 000 lits entre la France, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique. Avec le groupe australien Ramsey Health Care, la banque contrôle aussi la société Ramsey santé qui gère 41 établissements de soins. Ensemble, ils sont en passe de racheter la Générale de santé et ses 75 cliniques. Enfin Crédit agricole assurances vient de prendre une participation dans Cogedim, un des groupes très présents dans le secteur des résidences pour seniors.

Le directeur général de CA assurances et Prédica explique que « stratégiquement Crédit agricole assurances a toujours considéré les secteurs du médical et du médico-social comme des domaines d'investissement intéressants ». Eh oui, avec le vieillissement de la population, il y a des profits assurés à se faire dans ce domaine et aucune raison de laisser à d'autres un secteur aussi rentable.

Correspondant LO

• Les retraités dans la rue le 3 juin

Un pouvoir d'achat en chute libre

Le 3 juin, à l'appel de la plupart des centrales syndicales, les retraités se sont rassemblés à Paris pour un pique-nique, suivi d'une manifestation jusqu'à Montparnasse, pour protester contre la dégradation de leur pouvoir d'achat, qui a baissé de 15%. À l'appel des syndicats manquait la CFDT, mais il est vrai que celle-ci a soutenu le gouvernement qui a augmenté de 41,5 à 43 ans les annuités nécessaires pour toucher une pension complète.

Les retraités ont de quoi être mécontents. Ils dénoncent le gouvernement Valls qui entend geler les pensions jusqu'en 2015. Ils protestent contre la hausse de la TVA, la taxe de 0,3% sur les retraites imposables, la fiscalisation du supplément de 10% pour les retraités ayant eu trois enfants et plus, la suppression de la demi-part supplémentaire pour les veufs et veuves, la non-revalorisation des retraites complémentaires pour les retraités du secteur privé, le report au 1^{er} octobre de la revalorisation des pensions et un accès aux soins de plus en plus difficile.



Manifestation du 26 novembre 2013.

Après une vie de travail, le minimum serait que les retraités touchent des pensions correctes, or 17% des retraités vivent avec moins de 600 euros par mois et la retraite moyenne des femmes (951 euros par mois) ne représente en moyenne que 57% de celle des hommes (1 654 euros). Le montant des pensions devrait

au minimum être égal au smic et indexé sur le coût de la vie, de façon que les hausses des prix entraînent leur réajustement immédiat.

En fait, la situation des retraités n'est pas particulière. Il est regrettable que les centrales syndicales appellent à manifester séparément chaque catégorie de travailleurs, hier

les fonctionnaires ou les cheminots, puis les retraités, et demain à qui le tour? Tous les travailleurs du pays subissent les mêmes attaques du patronat et du gouvernement. Elles exigeraient une réponse collective de tout le monde du travail, unissant les mouvements revendicatifs au lieu de les disperser.

Jacques FONTENOY

• Suppression des seuils sociaux

Un pas de plus au service du Medef

Une mesure suggérée par Valls il y a un mois et demi est maintenant reprise sous forme de projet par Rebsamen, le ministre PS du Travail : il s'agit de l'effacement des « seuils sociaux » qui imposent certaines obligations aux employeurs, à partir d'un effectif de dix, vingt ou cinquante salariés. Ces seuils constitueraient, selon les représentants patronaux, d'insupportables freins

à l'embauche, car l'embauche d'une seule personne supplémentaire les ferait tomber dans de nouvelles et insupportables obligations.

En effet, la loi oblige en principe les employeurs à se soumettre à diverses obligations au-delà d'un certain effectif. Notamment, à partir de 10 salariés, le taux de cotisation pour la formation professionnelle continue passe de

0,55% de la masse salariale à 1,05%, puis à 1,6% au-delà de 20 salariés. Le patron perd également le bénéfice de l'exonération de cotisation sur les jeunes travailleurs en contrat d'apprentissage. À partir de 11 salariés, l'employeur doit organiser une élection de délégués du personnel et libérer ces derniers 10 heures par mois pour exercer leur fonction. Si l'effectif dépasse vingt salariés, s'ajoutent une contribution au Fonds national d'aide au logement et une participation à l'effort de construction (1,4% de la masse salariale au total) et la nécessité d'embaucher des travailleurs handicapés à raison de 6% de l'effectif. À défaut, il est censé verser une contribution à l'association chargée de gérer les fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés.

Enfin, au-delà de 50 salariés, le patron est tenu de mettre en place un comité hygiène et sécurité - conditions de travail (CHSCT) et un comité d'entreprise, de libérer les membres de ce dernier de leur travail pendant 20 heures par mois et de fournir un financement se

montant à 0,2% de la masse salariale. Il lui faut aussi verser aux salariés une participation aux résultats, si minime soit-elle parfois, et organiser une NAO, une négociation annuelle obligatoire sur les salaires.

La suppression de ces seuils constituerait donc une véritable régression pour les travailleurs. Cette suppression des seuils dans les effectifs serait appliquée pendant trois ans seulement pour commencer, selon Rebsamen. Mais elle répondrait à une très ancienne et très insistante demande du patronat. En 1984 déjà, Gattaz père, le président du CNPF ancêtre du Medef, la réclamait. Et si le fils la juge insuffisante en raison de sa durée limitée d'application, le Medef se déclare satisfait et la CGPME (petites et moyennes entreprises) jubile.

L'enjeu est, selon les patrons, d'échapper à trente-cinq obligations légales et à un surcoût de 4,5% de la masse salariale... au grand bénéfice des profits et au détriment des droits des travailleurs.

Viviane LAFONT

Table ouverte pour les patrons

Mettant en œuvre une promesse faite au patronat en début d'année aux Assises de la fiscalité, le gouvernement vient d'arrêter les modalités de la suppression pure et simple de la contribution sociale de solidarité des sociétés. Cet impôt perçu sur les entreprises déclarant un chiffre d'affaires d'au moins 760 000 euros hors taxes, au taux modeste de 0,16%, est affecté au financement du régime social des indépendants, la Sécurité sociale des artisans et petits commerçants.

Ainsi les entreprises moyennes et grandes vont bénéficier d'un cadeau fiscal d'un milliard d'euros en 2015, suivi de deux baisses de 2,5 milliards en 2016 et 2017, alors qu'un trou équivalent sera creusé dans la caisse de la Sécurité sociale des plus petits patrons. Ce qui a même fait dire à un dirigeant de la CGPME que « c'est fromage et dessert pour les grandes entreprises ». Sans parler du plat de résistance...

L. D.

• Gel des pensions d'invalidité

Une attaque inadmissible

Une nouvelle attaque gouvernementale se profile dans le projet de loi de financement rectificatif de la Sécurité sociale : les prestations d'invalidité et les rentes AT-MP versées aux victimes d'accidents du travail (AT) et de maladies professionnelles (MP) seront gelées.

Après le gel des retraites, des prestations familiales et des aides au logement, le gouvernement envisage donc de faire les poches aux travailleurs en invalidité. Ces indemnités qu'il veut bloquer sont déjà bien souvent très en dessous de ce qui serait nécessaire à quelqu'un en bonne santé pour vivre correctement. Elles sont encore plus insuffisantes quand on doit vivre avec un handicap, en supportant les dépenses supplémentaires que celui-ci impose.

Par ailleurs, derrière le gel des pensions versées aux victimes d'accidents du travail ou de maladie professionnelle, se cache également une nouvelle fleur faite au patronat. En effet ce sont directement les cotisations patronales qui alimentent la caisse qui finance ces pensions. Leur gel entraînera donc une baisse immédiate de la charge du patronat.

Avec cette nouvelle mesure, le gouvernement espère réduire d'ici 2016 de 200 millions d'euros supplémentaires le budget de la Sécurité sociale. Ces 200 millions ne représentent qu'une goutte d'eau, comparé aux dizaines de milliards de profits des grands groupes, ou encore face aux 38 milliards de cadeaux fiscaux que le gouvernement offre aux capitalistes. Mais c'est justement en raclant les fonds de tiroirs des budgets sociaux, en allant prendre le dernier petit sou qui reste dans les poches des travailleurs, et en l'occurrence des travailleurs invalides, que sont générés tous ces milliards.

P.R.

• Le pacte de responsabilité

Un vol à grande échelle

Il est faux de croire que le gouvernement PS passe son temps uniquement à prendre des claques aux élections, à envoyer les gendarmes dans des camps roms et à se pourlécher de mille-feuille territorial. Non, il travaille. La preuve, le ministère des Finances vient d'envoyer aux parlementaires le détail des baisses de cotisations patronales prévues par le pacte de responsabilité.

Ce sera donc 9 milliards d'euros de cadeaux en 2015, 16 milliards en 2016 et 18 milliards en 2017 et les années suivantes. Pour l'instant, le gouvernement n'a pas encore imaginé comment il

compensera ces sommes dans les budgets sociaux. Il a simplement prévu de geler les retraites supérieures à 1 200 euros, les prestations familiales, les aides au logement et les pensions d'invalidité. Cela simplement

pour bien marquer qu'il s'agit de prendre aux travailleurs pour donner au patronat, parce que cela ne suffira pas, et de loin, à compenser le manque à gagner.

Le pacte de responsabilité comprenait, on a tendance à l'oublier, des obligations du côté patronal, du moins en principe. Évidemment, les cadeaux aux patrons sont à effet immédiat et les compensations sont en cours de négociation.

Cela ne va pas vite et même la CFDT, qui avait signé le pacte des deux mains et s'emploie depuis à « négocier », trouve que le patronat exagère, exige toujours plus et ne veut rien donner. Laurent Berger, son secrétaire général, va jusqu'à dire que, si les patrons ne commencent pas à discuter vraiment d'ici juillet, il demandera au gouvernement de revenir sur les cadeaux. Mais il n'y a pas là de quoi faire trembler le Medef.

En attendant, dans les dizaines de milliards de profits distribués par les entreprises à leurs actionnaires, une bonne partie viennent directement des cadeaux faits par l'État. Sans parler des salaires en baisse, des pensions bloquées, des retraites écorchées, des prestations diminuées, des chômeurs laissés sans ressources et de toutes les difficultés supplémentaires imposées au monde du travail.

Paul GALOIS

• Pour combattre le FN

Combattre pour changer la société

Jeudi 29 mai, des manifestations contre le Front national regroupant des milliers de jeunes, étudiants et surtout lycéens, ont eu lieu à Paris et dans plusieurs villes de province à l'appel des syndicats étudiants et lycéens UNEF, UNL et FIDL, et des organisations de jeunesse liées aux partis de gauche.

Beaucoup de jeunes, sincèrement choqués par le résultat du Front national aux élections européennes, ont ainsi tenu à marquer leur refus des idées de l'extrême droite, du racisme et de la xénophobie. Leur sentiment, légitime et généreux, était tout à leur honneur.

Mais, pour autant, ce n'est pas ce genre de manifestations qui permettront de faire reculer le Front national et ses idées. Les initiateurs de ces mobilisations voudraient le plus souvent limiter ce combat contre l'extrême droite à une défense des « valeurs républicaines », ces mêmes valeurs qui

aujourd'hui servent de référence à des politiciens, allant de Copé, Fillon ou Guéant à Hollande ou Valls, dont la politique antiouvrière mais aussi les mesures xénophobes sont directement responsables de cette progression du FN.

Dans leur texte d'appel à manifester, les organisateurs des manifestations du 29 mai déclaraient que « combattre le Front national, c'est aussi répondre à l'urgence sociale, en affirmant notre opposition à l'austérité », tout en se contentant d'appeler à se rassembler pour créer une « dynamique populaire ». C'est en fait

vouloir se servir de l'énergie de ceux qui voudraient lutter aujourd'hui contre le FN pour appuyer une nouvelle version de l'union de la gauche. On l'a vu avec Hollande aujourd'hui, avec Mitterrand et Jospin hier, une telle politique conduit chaque fois à une impasse et les déceptions qu'elle suscite ne peuvent que favoriser encore l'extrême droite.

On ne peut combattre le FN qu'en s'attaquant aux inégalités, à la pauvreté, à la montée du chômage qui constituent le terreau sur lequel se développent les idées réactionnaires de l'extrême droite. Et pour cela il faut s'attaquer à ceux qui en sont responsables, les capitalistes et le gouvernement à leur service. Cela implique de militer pour redonner aux travailleurs la confiance dans leur force pour



retrouver le chemin des luttes, pour devenir à terme capables de prendre le pouvoir et de réorganiser l'économie de façon à satisfaire les besoins du plus grand nombre.

La révolte qu'éprouve aujourd'hui une partie de la jeunesse ne peut déboucher que si elle se met au service de ces perspectives de transformation sociale.

Marc RÉMY

Le « danger djihadiste » et d'où il vient

La police a arrêté à Marseille Mehdi Nemmouche, l'homme qui aurait froidement assassiné quatre personnes au musée juif de Bruxelles le 24 mai. Il aurait séjourné dans des groupes islamistes en Syrie, après sa conversion en prison et une brève carrière de petit délinquant.

Aux dires du ministre de l'Intérieur, plusieurs centaines de personnes auraient suivi le même chemin vers les camps d'entraînement djihadistes et représenteraient un danger à leur retour en France. La seule chose certaine en la matière est le drame de familles qui ont vu leurs enfants changer, attirés par une idéologie

réactionnaire, avant de disparaître pour aller faire le coup de feu en Syrie. Et il était possible que l'un d'entre eux applique en Europe les mêmes méthodes d'assassinat et de terreur apprises au Moyen-Orient et ailleurs.

Contre ce phénomène, le gouvernement est évidemment impuissant et les mesures mises en place ne serviront à rien, sinon à donner l'impression qu'il agit. Rétablissement de l'autorisation de sortie du territoire pour les mineurs, surveillance des réseaux Internet, prêches et affichages antiterroristes dans les mosquées, surveillance accrue des prisonniers, conseils aux parents pour déceler une attirance intégriste chez leurs enfants et numéro vert pour se faire conseiller n'empêcheront

aucun jeune de rejoindre les groupes djihadistes s'il est décidé à le faire.

Cependant, si des jeunes sont attirés par le prétendu « djihadisme », le gouvernement et l'État y sont aussi pour quelque chose. La dégradation de la situation sociale dans les quartiers populaires, l'abandon des activités collectives et des services sociaux ne sont pas sans conséquence pour une partie de la jeunesse.

La floraison des nationalismes de tout poil, à commencer par le nationalisme français sous toutes ses formes, encourage évidemment tous les préjugés du même ordre, dont l'antisémitisme. La révérence désormais obligatoire devant la religion favorise tous les obscurantismes et toutes les surenchères en la matière.

Quant à la question particulière du terrorisme en Syrie, et donc du parcours de Nemmouche, il faut se souvenir que le gouvernement français lui-même, pressé de favoriser tout ce qui pouvait affaiblir le gouvernement Assad, a favorisé le développement des groupes djihadistes. Les services français les ont protégés, financés, voire formés pour qu'ils servent contre le régime syrien. Ces groupes ont donc eu les moyens d'exister, de se faire de la publicité sur Internet et de recruter, y compris peut-être Mehdi Nemmouche.

Les États impérialistes fabriquent et entretiennent des conflits tout autour de la planète. Pour les mener, ils forment et financent des chiens de guerre, avec ou sans uniforme, capables de tuer,

de torturer, de violer. Ils les recrutent évidemment parmi les paumés, les désespérés, les faibles d'esprit et, au premier chef, les voyous peu regardants sur les moyens pour se faire une place. Ils s'appuient sur des groupes terroristes d'inspiration nationaliste ou religieuse, qui parfois se retournent contre eux. Le plus tristement célèbre fut Ben Laden, formé par la CIA pour les besoins de la lutte contre les Russes en Afghanistan, puis organisateur de l'attentat contre le World Trade Center et enfin exécuté par les services américains.

Cela n'empêche pas les services des États impérialistes de poursuivre la même politique, avec, on le voit aujourd'hui, les mêmes résultats.

P. G.

les 7, 8, 9 juin à Presles

Bienvenue à la Fête de Lutte Ouvrière

Après deux ans de gouvernement du Parti socialiste, chacun a pu constater qu'il poursuit la même politique que son prédécesseur, favorisant le patronat et faisant payer la crise au reste de la population. Alors comment riposter à ce gouvernement et au patronat ? Comment mettre fin au système capitaliste et à l'exploitation ? Comment combattre la montée des idées réactionnaires et xénophobes, des nationalismes et des protectionnismes de tout poil, illustrée par les derniers résultats électoraux ?

Ces thèmes et beaucoup d'autres seront abordés lors des interventions de Nathalie Arthaud, mais aussi dans les très nombreux débats organisés à la Fête. Et la présence de groupes politiques de nombreux pays témoignera du fait que le mot d'ordre « prolétaires de tous pays, unissez-vous » n'est pas pour nous un vain mot. Notre Fête sera marquée par un internationalisme bien vivant. Les travailleurs de tous les pays ont un intérêt commun : construire enfin un monde débarrassé de l'exploitation, un monde dont notre Fête voudrait donner une sorte d'avant-goût.

Alors, bonne Fête de Lutte Ouvrière à tous !



Dimanche et lundi à 15 heures
Allocution de Nathalie Arthaud

Samedi

Dimanche

Lundi

Au Grand podium

- | | | |
|--|--|--|
| 14 h 15 GIPSY KAMIKAZE:
funk aux couleurs
tziganes et manouches | 14 h 00 EVELYNE GALLET:
chansons au vitriol | 13 h 30 LES YEUX D'LA TÊTE: des mélodies sans frontières pour des textes poétiques et engagés |
| 16 h 45 TOURNÉE GÉNÉRALE: groupe de chanson française, ironique, déridant et festif | 16 h 00 PARIS COMBO:
chansons rétro swing jazzy | 16 h 15 NAWEL: rock électro-tunisien |
| 20 h 30 HK & LES DÉSERTEURS: classiques de la chanson française en version chaâbi | 17 h 45 FRÉDÉRIC FROMET:
Chansons vaches, humour | |
| | 21 h 00 FÉLOCHE: chanson électro-cajun décalée et joyeuse | |



Au Théâtre de verdure

- | | | |
|---|---|---|
| 14 h 30 SAKIBEL, jazz caribéen | 11 h 30 <i>Le Marécage des cygnes</i> par Les Moyens du Bord, opéra-bouffe | 11 h 15 : KALEÏDES, musique et danse méditerranéennes |
| 16 h 45 ACORDEAKI, musiques de l'Est | 13 h 30 BIG JOE HUNTER and the Blues Beans, blues | 3 h 30 LA BARRICADE TROPICAL, cumbia |
| 18 h 45 <i>C'étaient les poilus,</i> sur la guerre de 14, lectures théâtralisées et musicales par la C ^e Les Insolents | 16 h 30 KALINDI, musique antillaise Gwoka | 16 h 15 <i>Le Marécage des cygnes</i> par la troupe Les Moyens du Bord, opéra-bouffe |
| 21 h 00 JEF SICARD (saxo), Michel ZENINO (basse), Steve Mc CRAVEN (drums), Stéphane GUÉRIN (guitare), tribute to John Coltrane, jazz | 18 h 00 <i>Comment épouser un milliardaire,</i> pièce humoristico-politique, par Audrey VERNON | 17 h 45 BLUES NON STOP, blues. |
| | 19 h 30 Bernard MEULIEN textes de J. Prévert et de G. Couté | |
| | 21 h 15 THE MOONLIGHT SWAMPERS, standards rock | |



À la Guinguette

- | | | |
|--|---|---|
| 12 h 30 Blues Non Stop | 9 h 30 Musique classique (Bach, Corelli, Mozart) | 9 h 30 Musique classique (Bach, Corelli, Mozart) |
| 13 h 45 Le Cirque Ühler | 13 h Pervin (chansons turques et kurdes) | 10 h 45 Ça Dénote (chorale) |
| 15 h 15 Kaléïdes (chants et musique Méditerranée) | 14 h Bernard Meulien (conteur) | 12 h Flying Goose Band (standard de jazz) |
| 16 h 15 Chœur Églantine (chorale chants de lutte) | 17 h 30 Rouge Java (chansons réalistes) | 13 h 30 Les snobs (chansons de Boris Vian) |
| 18 h 30 GARL (rock) | 18 h 30 Le Cirque Ühler | • 17 h 30 Human Theorema (rock progressif). |
| 19 h 30 Jean-Claude Gombault (Bal musette) | 19 h 30 Jean-Claude Gombault (bal musette) | |
| 21 h Boney'M (On chante) | | |

Au détour des allées

- Les Gamm'elles (chorale) • Pervin (musique turque et kurde) • Les Snobs chantent Boris Vian • Le Cirque Ühler • La Chorale Églantine (chants de lutte) • Blues non-stop (blues) • Moonlight Swampers (country-rock) • Bonnets M (disco et variétés) • Katchke Goose (klezmer) • Flying Goose Band (standards du jazz) • That's All Folks (chansons américaines) • La chorale Ça dénote (chansons françaises) • Musique classique (violoncelle-piano)...

La Fête ouvre le samedi 18 mai à 11 heures jusqu'à 23 heures puis, sans arrêt, du dimanche matin 9 heures jusqu'au lundi soir 20 heures.

Durant ces tranches horaires, le retour en navette vers le métro est assuré toutes les vingt minutes environ en journée, toutes les heures durant la nuit du bal.

Les bons d'achat LO

Pendant les trois jours, euros et bons d'achats LO peuvent être indifféremment utilisés dans l'enceinte de la Fête. Ceux qui ont acheté ces bons d'achat à l'avance bénéficient d'une réduction de 20 % sur tous les achats. Il n'y a pas de distributeur de billets de banque dans la Fête.

Sortie provisoire

Lorsque vous entrez dans la Fête, le coupon du jour est ramassé. Pour une sortie provisoire, demandez le tampon qui permet de revenir sur la Fête. Les habitants de Presles acceptent d'accueillir notre Fête. Aidez-nous à la faire apprécier en respectant les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner.

Avec les militants Lutte Ouvrière de l'automobile

Accords de compétitivité, réductions d'effectifs : riposter à l'offensive patronale

Dimanche à 13 heures au chapiteau Karl Marx

Débat Lutte Ouvrière, Nouveau parti anticapitaliste

Face à l'offensive antiouvrière du gouvernement et du patronat, quelle opposition construire ? Une opposition unitaire de gauche au gouvernement ou une force politique clairement sur une base de classe, communiste et révolutionnaire ?

Dimanche à 18 heures à la Cité politique

Demandez les programmes

Outre ce programme principal, plusieurs dépliants sont à votre disposition dans tous les stands Lutte Ouvrière-Renseignements, détaillant lieux et horaires des multiples animations :

- Les cinémas • Sciences en Fête • Les animations dans les allées • Les débats de la Fête • Le Village médiéval • la Cité des Arts



Le programme de la fête sur votre smartphone

La Fête sur Internet fete.lutte-ouvriere.org

Forums débats

présentés par Lutte Ouvrière et par les groupes de LUCI

(détails et compléments dans le dépliant « les débats de la Fête »)

À la Cité politique

• Le Front national • Le pouvoir de la finance • Le « patriotisme économique » • Les révolutionnaires et la Sécurité sociale • Opposition de gauche ou opposition ouvrière ? • Temps de travail : des luttes ouvrières pour le diminuer à l'offensive patronale pour l'augmenter • L'Algérie de Bouteflika • La guerre au Mali • Obama et son assurance-maladie • Il y a 40 ans, la chute de la dictature au Portugal • Ukraine : le piège du nationalisme • L'extrême droite en Europe • Turquie : du parc Gezi à la mine de Soma • Côte d'Ivoire • Égypte • Italie : la marionnette Renzi • Asie : des mouvements dans la classe ouvrière.

À l'occasion du 100^e anniversaire de la Première Guerre mondiale, aux chapiteaux Karl Marx et Friedrich Engels

samedi

12 h 30 : Les bonnes affaires du patronat entre 1914 et 1918 • 17 h 30 : USA : L'opposition des travailleurs à l'engagement des capitalistes américains dans la guerre.

dimanche

11 h : l'opposition révolutionnaire à la guerre impérialiste en Allemagne • 12 h : L'Italie dans la Première Guerre mondiale • 19 h : Cent ans après la première grande tuerie mondiale, les historiens repartent en guerre.

lundi

16 h : Les fraternisations sur le front russe en 1917 • 16 h : Les troupes coloniales plongées dans la boucherie mondiale (avec des militants antillais et réunionnais de Combat Ouvrier et de Lutte Ouvrière).

Aux chapiteaux Karl Marx et Friedrich Engels

Samedi

Karl Marx

14 h : Julien Chuzeville, auteur de *Militants contre la guerre 1914-1918* • 15 h : Claudine Rey et Sylvie Pepino, coauteurs du *Petit dictionnaire des femmes de la Commune – les oubliées de l'Histoire* • 16 h : Judith Magre, comédienne, lira des textes sur le combat des femmes pour obtenir le droit à disposer de leur corps • 17 h : Pierre Merlet, auteur de *L'opposition communiste en URSS – Les trotskystes (1923-1938)* • 18 h : Jean Gavrilenko : la révolte des soldats russes en France en 1917 à travers les carnets de son père • 19 h : Mylène Stambouli, avocate : les lois sur l'asile et l'immigration • 20 h : Marc Peschanski, biologiste et chercheur : comment l'industrie pharmaceutique pille la recherche publique.

Friedrich Engels

16 h 30 : Les militants Lutte Ouvrière de La Poste après la projection du documentaire *Dans la boîte* de Juliette Guibaud • 19 h : Julien Brygo, réalisateur du film photographique *Glasgow contre Glasgow*, projeté à 18 h 30 • 21 h 30 : Jonathan Millet, réalisateur du film *Ceuta douce prison*, projeté à 20 h 30

Dimanche

Karl Marx

• 12 h : Alexis Spire, auteur de *Faibles et puissants face à l'impôt* • 16 h : Jean-Jacques Marie, son dernier ouvrage : *Béria, le bourreau politique de Staline* • 17 h : Rémi Adam présentera le recueil de textes (1914-1916) de militants internationauxites

L'ennemi principal est dans notre propre pays – L'opposition à la guerre impérialiste • 18 h : Nicolas Offenstadt, historien, auteur du livre *La grande guerre, le carnet du centenaire* • 19 h : Anne Deffarges auteure de *La social-démocratie sous Bismarck* • 20 h : La Chorale : chantons ensemble des chants révolutionnaires • 22 h : Projection du film *Les sentiers de la gloire*.

Friedrich Engels

11 h : Avec des militants turcs, après la projection du film *Figures in the water* sur des luttes contre un barrage en Turquie • 14 h : Arlette Laguiller et des grévistes après la projection du film *L'autre façon d'être une banque* sur la grève du Crédit lyonnais en 1974 • 18 h : Avec des militants de Combat Ouvrier après à la projection du film de Camille Mauduech *Chalvet, la conquête de la dignité*.

Lundi

Karl Marx

12 h : Marie-Laure Dufresne-Castets, avocate et Pascal Moussy, juriste du travail : les départs « volontaires », une autre façon de licencier • 13 h : Maurice Rajsfus, historien et militant : *La censure militaire et policière 1914-1918* • 14 h : François Graner : *Le sabre et la machette : officiers français et génocide tutsi* • 17 h 30 La Chorale : chantons ensemble des chants révolutionnaires.

Friedrich Engels

11 h Louissette Fareniaux, spécialiste du cinéma, après la projection du film *Le sel de la terre*.

À la cité des Sciences

• Débats

Samedi

• 14 h - Daniel Rousseau, pédiopsychiatre : « Comment un bébé se connecte aux adultes » • 15 h 30 - Francis Eustache, chercheur en neurologie : « La mémoire et ses défaillances » • 17 h 30 - Eric Bapteste, chercheur en biologie évolutive : « Les gènes voyageurs et l'évolution » • 19 h - Guy Theraulaz, éthologue : « L'intelligence collective des fourmis, termites, guêpes et abeilles » • 20 h 30 - Philippe Zarka, astrophysicien : « Dis-moi ton signe astrologique et... je ne te dirai pas qui tu es ».

Dimanche

• 12 h - Antoine Balzeau, chercheur : « Le cerveau des hommes préhistoriques » • 13 h 30 - Hervé Platel, neuropsychologue : « Cerveau et musique » • 16 h - René Frydman, "père scientifique" du

premier bébé-éprouvette : « Les mille et une façons de concevoir un enfant » • 17 h 30 - Marylène Patou Mathis, préhistorienne : « Préhistoire de la violence et de la guerre » • 19 h - Ronan Allain, paléontologue : « Les dinosaures et autres animaux préhistoriques » • 20 h 30 - Vincent Laget : « Encore et à nouveau sur les pseudo-sciences ».

Lundi

• 10 h 30 - Marc Peschanski, biologiste, chercheur : « Le XX^e siècle des neurosciences » • 12 h - Jean-Pierre Lebreton, astrophysicien : « Balade dans le système solaire » • 13 h 30 - Dominique Bockelee-Morvan, astrophysicienne : « La sonde cométaire Rosetta et la vie » • 16 h - Cleo Bertelsmeier, chercheuse en écologie et évolution : « Voyage et évolution au cœur des sociétés de fourmis ».

• Les mini-conférences

Plus de 30 exposés, de 45 mn chacun, sont programmés chaque jour :

Si les singes ne parlent pas, est-ce parce qu'ils n'ont rien à raconter ? • Du chou-fleur à la côte bretonne, les fractales • Les neurones de la lecture • Fabriquons de l'aspirine, sans avoir de maux de tête • Faut-il avoir peur des vaccinations ? • Les experts-Presles : les procédés scientifiques à l'appui des enquêtes policières...

• La roulotte de la science

Animations scientifiques itinérantes

Au Village Médiéval

Les gentes dames et les gentils damoiseaux pourront se restaurer aux stands Brochettes, Petit salé aux lentilles, Galettes saucisses, se désaltérer à la Buvette médiévale. Et comme spectacles: **Meurtre au château** : samedi 17 h 30, dimanche 13 h, lundi 14 h - **Le Procès du cochon** : samedi et dimanche 19 h 30, dimanche 12 h - **Concert des derniers trouvères** : samedi 21 h - **Bal folk avec Big Jean's** : dimanche 22 h.

Carrousel de la Connaissance

Sous un chapiteau tournant, un spectacle audiovisuel de 45 minutes

« Aux origines de la guerre de 1914 »

Au temps de la Préhistoire

Voyage sur les traces de nos origines, conférence autour d'une exposition avec Jean-Luc Piel-Desruisseaux, préhistorien.

Mais aussi :

- **Des ateliers** : allumer le feu – tailler le silex – chasser le renne – s'habiller avec des peaux – s'initier aux fouilles archéologiques – construire un tipi préhistorique
- **Des exposés** : les migrations préhistoriques – les crânes de nos ancêtres – histoire de l'histoire de l'Homme – la naissance de l'agriculture
- **Des conférences** : Jean-Luc Piel-Desruisseaux (samedi à 17 h) : La vie des hommes de la Préhistoire expliquée par leurs outils – Jean-Denis Vigne (dimanche à 16 h) : L'Homme et l'animal, histoire d'une collaboration – Colette Swinnen (lundi à 14 h) : La Préhistoire racontée aux enfants – Pascal Depaepe (lundi à 16 h) : Neandertal et nous
- **Des reconstitutions** : un bas-fourneau en fonctionnement, les débuts de la métallurgie - un site de fouilles reconstitué

Cinéma

• **12 years a slave**, de Steve McQueen : *aux États-Unis, au 19^e siècle, un Noir affranchi réduit à nouveau en esclavage* • **20 000 moujiks sans importance**, de Patrick Le Gall : *la répression de la révolte des soldats russes en France en 1917* • **Adieu la vie, adieu l'amour**, de Michel Brunet et Daniel Hennequin : *les « fusillés pour l'exemple » de 14-18* • **Capitaines d'avril**, de Maria de Medeiros : *la Révolution des œillets de 1974 au Portugal* • **Ceuta, douce prison**, de Jonhathan Millet • **Figures in the Water**, d'Erkal Tulek : *la lutte contre un barrage en Turquie* • **Grand central**, de Rebecca Zlotovski : *les conditions de travail dans une centrale nucléaire* • **Heimat**, de Edgar Reitz : *vers 1840, des milliers d'Allemands pauvres émigrent* • **Just the wind**, de Bence Fliegauf : *la chasse aux Roms en Hongrie* • **La cour de Babel**, de Julie Bertucelli : *une classe d'élèves non francophones* • **Le Pantalon**, d'Yves Boisset : *un soldat passe en conseil de guerre* • **Le procès de Bobigny** de François Luciani • **Le sel de la terre**, d'Herbert J. Biberman : *une grève d'ouvriers mexicano-américains* • **Les sentiers de la gloire**, de Stanley Kubrick : *les « fusillés pour l'exemple » de 1914-1918* • **Rêves d'or** de Diego Queimada Diez : *de jeunes Guatémaltèques tentent de rejoindre les USA* • **The Lunchbox**, de Ritesh Batra : *une histoire d'amour et de cuisine, la vie quotidienne en Inde*

cinéma de nuit en plein air

Dans la nuit de dimanche à lundi, si le temps le permet, **Espanade des sciences 23 h 30 : La ruée vers l'or**, de Charlie Chaplin **vers 1h : un film surprise** (consulter le programme des cinémas)

• La commémoration du 6 juin 1944

70 ans de guerres qui ont ensanglanté la planète

Vendredi 6 juin, Hollande s'apprêtait à recevoir le gratin des chefs d'État et de gouvernement pour fêter l'anniversaire du débarquement des forces alliées de 1944 en Normandie. D'Obama à la reine d'Angleterre, en passant par Poutine et Angela Merkel, tous ces invités du président français se félicitent de la paix qui règne entre leurs différents pays depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, passant sur les rivalités qui continuent de les opposer et les guerres qu'elles suscitent aux quatre coins du monde.

Le débarquement du 6 juin est souvent présenté comme le tournant décisif de l'histoire de la guerre, voire comme un tournant de l'histoire tout court. Avec le début de la défaite de l'armée allemande, il marquerait même le début de l'ère de paix apportée au monde par la victoire alliée.

Mais le débarquement du 6 juin 1944 fut d'abord une boucherie pour les soldats. La stratégie des généraux alliés était d'ailleurs assez simple : il leur fallait être capables de débarquer sur les plages de Normandie plus d'hommes que ce que l'armée allemande était capable d'en tuer. Il y eut en quelques heures des milliers de morts tant du côté allié que



du côté allemand. La population civile, elle aussi, compta des milliers de morts dus aux bombardements sur les villes normandes, dont beaucoup furent détruites en quelques minutes.

Quant à dire que le 6 juin 1944 aurait marqué le début de l'inversion du rapport des forces militaires avec l'Allemagne, plutôt que la victoire de Stalingrad en URSS un an et demi auparavant, sur le front oriental, cela est surtout affaire de propagande. Pour présenter les États-Unis, le Royaume-Uni et accessoirement la France comme des puissances libératrices, il vaut

mieux prendre une victoire militaire anglo-américaine comme référence qu'une victoire de l'Armée rouge, même si ce n'est qu'une partie de la vérité historique.

En tout cas, les chefs d'État des puissances impérialistes, qui prétendent célébrer la paix, ne feront pas oublier que leurs armées n'ont cessé d'intervenir aux quatre coins de la planète depuis 70 ans, notamment lors des guerres de décolonisation. Et même quand ils ne sont pas intervenus militairement directement, c'est la défense de leurs intérêts de grandes puissances qui a bien souvent été à la cause de

guerres terriblement meurtrières comme en Afrique, en Asie et même en Europe.

À ces cérémonies du 6 juin, le président russe Poutine et le président ukrainien fraîchement élu Porochenko seront tous deux présents, invités par Hollande, illustrant parfaitement l'hypocrisie de cette grande messe. Pendant qu'en Normandie les chefs d'État se réunissent pour vanter leur paix, à l'autre bout de l'Europe, en Ukraine, leurs rivalités et leurs ingérences entraînent de plus en plus la population dans le chaos de la guerre.

Pierre ROYAN

• Réforme pénale

Les prisons resteront pleines

La réforme pénale, présentée le mardi 3 juin devant l'Assemblée nationale par la ministre de la Justice, Christiane Taubira, vise officiellement à revenir sur la politique du « tout carcéral » des années Sarkozy et à privilégier l'adoption de peines alternatives à l'emprisonnement.

Inspirée par la seule démagogie, la politique sécuritaire de durcissement des peines menée par les gouvernements de droite sous Sarkozy montre aujourd'hui son échec criant. Elle a abouti à ce triste record, atteint au 1^{er} avril dernier, avec 68 859 personnes incarcérées pour une capacité des établissements pénitentiaires de 57 680 places.

La situation dans les prisons est dénoncée comme toujours plus inhumaine, à la fois pour les détenus et pour tous ceux qui y travaillent. Sans pour autant que le but proclamé

de « plus de sécurité » soit atteint car, loin d'empêcher la récidive, la prison constitue en réalité une véritable « école du crime ».

Le projet gouvernemental prévoit notamment l'instauration comme alternative à l'emprisonnement d'une nouvelle peine, la contrainte pénale, qui consisterait en divers contrôles mis en œuvre sous la responsabilité d'un juge.

Cette peine ne devait s'appliquer à l'origine qu'aux délits passibles de moins de cinq ans d'emprisonnement. Un amendement des députés socialistes,

adopté en commission et ayant reçu le soutien de la ministre, l'a étendue à tous les délits.

La droite, qui se préparait de toute façon à dénoncer le prétendu « laxisme » du gouvernement en matière de sécurité publique, en a pris prétexte pour se déchaîner. Ses politiciens peuvent ainsi faire du bruit sur leur terrain privilégié et accumuler des déclarations plus démagogiques et plus stupides les unes que les autres.

Comme bien d'autres fois dans ce genre de situation, par peur de prêter le flanc à cette accusation de laxisme, Hollande a reculé et a tenu à déclarer qu'il s'opposerait à cet amendement au texte initial, pour ne pas le « déséquilibrer ».

Mais sa lâcheté politique, en apportant de l'eau au moulin

de la droite, ne fait qu'inciter celle-ci à la surenchère. Quels que soient les résultats de cette nouvelle épreuve de force, quel que soit le texte adopté à l'issue des débats parlementaires, il n'y a guère de progrès à attendre de cette réforme pénale. Une véritable politique se souciant de la réinsertion et du suivi des condamnés nécessiterait des moyens financiers, notamment l'embauche de conseillers, d'éducateurs, de personnel pouvant réellement s'occuper de chaque individu. La politique d'austérité menée par le gouvernement Valls ne va pas dans ce sens et elle a bien plus de poids, dans le sens de la régression, que les timides tentatives de réformes de la ministre de la Justice.

Marc RÉMY

Une journée sans tabac... et 364 pour les lobbies

La journée mondiale sans tabac, le 31 mai, a remis à la une de l'actualité le lobbying intense des industriels de ce secteur. Par différents moyens, invitations à des voyages, à des compétitions sportives recherchées comme Roland-Garros, dans des grands restaurants, ils gardent le contact avec des personnalités prêtes à plaider leur cause. Ils s'investissent dans le mécénat, dont l'intérêt fiscal n'est pas négligeable mais qui leur permet surtout de côtoyer des hommes de pouvoir. Interrogé par le journal *L'Humanité*, Yves Martinet, pneumologue et président du Comité national contre le tabagisme, cite ainsi le président de Philip Morris, membre fondateur de l'Institut du cerveau et de la moelle épinière (ICM), qui a pu, dans ce cadre, côtoyer un conseiller santé de Hollande.

Ces grandes sociétés ont aussi des méthodes plus directes : elles rédigent carrément des amendements favorables à leurs intérêts, que les élus n'ont plus qu'à signer. Leurs émissaires n'ignorent rien de ceux qu'ils doivent approcher : en 2012 et 2013, la presse avait ainsi révélé le fichage par Philip Morris des députés au Parlement européen, dont 74 Français, pour tenter de faire reporter l'examen d'un texte hostile à l'industrie du tabac.

Mais leur meilleur allié est tout de même l'État lui-même, sa fiscalité si complaisante envers les multinationales et son intérêt propre à taxer les fumeurs. Cela limite son ardeur à s'attaquer aux trusts du tabac qui cause pourtant 73 000 décès prématurés par an en France, selon la Haute autorité de santé. Cela renforce aussi l'aspect dérisoire de cette « journée sans tabac ».

Sylvie MARÉCHAL

• Privas

Mobilisation lycéenne

Lorsque des élèves du lycée Vincent-d'Indy de Privas ont appris il y a quelques semaines qu'un de leurs camarades était sans papiers et sous le coup d'une obligation de quitter le territoire, ils sont tombés des nues. Gor Norsoyan est arménien, arrivé à Privas avec sa famille il y a deux ans, et parfaitement intégré dans sa classe de première, avec pour ambition de faire des études de droit. Mais depuis qu'il est majeur, il est

devenu expulsable, et la procédure est engagée.

Un de ses camarades, choqué de cette menace, a lancé une pétition pour demander la régularisation du jeune homme et d'autres l'ont relayée. Des contacts ont été pris avec le Réseau éducation sans frontières. Puis, encouragés par le grand succès de la pétition (1 200 signatures, soit 1/8^e de la population de la ville), les lycéens ont décidé

d'organiser une manifestation, la première de leur vie pour beaucoup d'entre eux, le vendredi 23 mai. Environ 500 personnes, pour l'essentiel des lycéens, ont défilé ce jour-là dans les rues de la ville avant d'aller pique-niquer en musique sous les fenêtres de la préfecture.

Une délégation a été reçue par le préfet, auquel elle a transmis une seule exigence : le droit de Gor à rester en



France parmi les siens, c'est-à-dire sa famille, ses amis et son lycée. Le préfet a donné oralement la garantie qu'il ne procédera pas à l'expulsion tant que des procédures de

recours sont en cours... mais ensuite ? Il n'y a en réalité aucune garantie légale pour l'avenir. Seule peut peser la mobilisation.

Correspondant LO

• Pau

Jour de colère à l'université

Suite à l'assemblée générale de la semaine précédente, environ 80 membres du personnel de l'Université de Pau (UPPA), toutes catégories confondues – enseignant-chercheurs et Biatss (bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, personnels sociaux et de santé), se sont rassemblés lundi 26 mai devant la présidence de l'université.

Depuis le passage à l'autonomie des universités en 2010, qui marque le début du désengagement de l'État dans leur gestion, la présidence de l'université, sous les ordres du gouvernement, organise une sévère cure d'austérité.

Côté enseignants, tous les postes vacants d'enseignants-chercheurs ont été supprimés : une vingtaine de postes ne seront pas pourvus à la rentrée prochaine. Déjà surchargés d'heures complémentaires (certains enseignants effectuent

un double service), les enseignants seront dans l'incapacité d'assurer tous les cours, ce qui risque de conduire à la fermeture pure et simple de certaines formations. Ces suppressions touchent aussi de nombreux postes d'Ater (attaché temporaire à l'enseignement et à la recherche) destinés aux doctorants en fin de thèse, ce qui pénalise l'entrée dans le métier de jeunes chercheurs dont beaucoup sont déjà contraints de faire face au chômage à l'issue

de leur doctorat.

Côté Biatss, les conditions de travail se dégradent tout autant. Les contrats précaires se multiplient et touchent de nombreux postes. Par ailleurs, alors que tout le monde subit le gel du point d'indice depuis 2010, que le gouvernement a décidé de prolonger jusqu'en 2017, les Biatss de l'université subissent la double peine avec le gel du régime indemnitaire depuis le passage à l'autonomie en 2010. Autrement dit,

l'université calcule leurs primes selon un taux inférieur à celui prévu par la loi !

Mise à part une revalorisation minime des primes, le président n'a rien voulu savoir. Mais, comme le disait un des manifestants, « les personnels ici présents, ils font leur boulot et ils doivent être payés et traités correctement pour cela ! ». Le président est obstiné mais ceux qui font marcher la faculté le sont tout autant.

Correspondant LO

• Moulins

Usagers des bus en colère

Des usagers des bus de l'agglomération de Moulins protestent contre la dégradation incessante des conditions de transport. Pour eux, les bus ne sont plus vraiment un service public.

Depuis un an et demi, la communauté d'agglomération de Moulins a réorganisé le service. Cela a entraîné la suppression de plusieurs lignes urbaines et de lignes scolaires. « L'agglomération » a dit qu'il n'y aurait pas de problème car elle mettait en place le TAD (transport à la demande). Effectivement ce service a bien marché, même trop bien marché

puisque'il en était à 20 000 km par mois alors qu'il n'en était prévu que 13 000. Pour l'adjoint aux finances, c'était trop cher et le service a été limité à 17 000 km, ne concernant plus les deux villes les plus importantes de l'agglomération, Moulins et Yzeure.

Des salariés se retrouvaient ainsi sans transport public, par exemple en sortant du travail

à l'hôpital à 21 h ou de l'usine Bosch après l'équipe du soir. Il y avait bien le système « Tempo » qui garantissait un transport aux salariés de 4 h à 22 h et pour lequel l'agglomération avait reçu des subventions mais il ne concernait que la zone sud.

Une ligne scolaire desservant un collège était supprimée. Plusieurs communes proches de Moulins n'avaient plus de bus entre 12 h et 14 h. Le dimanche matin, il n'y a pas de bus pour aller des quartiers au marché du

centre-ville. Le dimanche après-midi, pas de bus non plus pour aller au cinéma ou au cimetière.

La CGT des chauffeurs de bus dénonce aussi la dégradation du service public et la politique d'austérité de l'agglomération. Davantage de lignes pour un meilleur service aux usagers permettraient aussi d'embaucher. La DSP (délégation de service public) concédée à RATP Dev stipule qu'il doit y avoir zéro refus de transport. Mais le manque d'effectifs et le

manque de moyens ont pour conséquence des transports « inacceptables et dangereux » comme le disent les membres du comité des usagers.

Le vice-président de la communauté d'agglomération chargé des Transports a dit « qu'il était prêt à discuter » mais « sans rien promettre » !

La colère des usagers et des chauffeurs de bus peut sûrement l'aider à trouver des solutions.

Correspondant LO

À vaincre sans péril...

L'armée française vient de remporter une victoire, ce qui n'est pas si fréquent. Il faut dire que l'adversaire était largement à sa portée, puisqu'il s'agissait de quelques socialistes avançant timidement l'idée que le programme d'économies du gouvernement devait s'appliquer à tout le monde, galonnés compris.

Mais, c'est bien connu, le socialiste de gouvernement, de Guy Mollet à Hollande, s'incline invariablement devant

l'uniforme. Après quelques éclats de voix et des menaces de démission émanant de l'état-major, le budget de l'armée est intégralement maintenu.

Comment augmenter le PIB

Le Produit Intérieur Brut (PIB) d'un pays est censé calculer la totalité de la richesse produite en un an dans cette contrée. Mais voilà, le calcul est largement faussé et les statisticiens de la commission de Bruxelles proposent de prendre en compte le produit

de la vente de drogue, de la prostitution, du trafic d'armes etc., toutes activités qui sont à la source de revenus parfois considérables.

L'avantage est évident, par exemple, en ce qui concerne la fameuse limite de 3 % du PIB imposée au déficit du budget des États dans la zone euro. Si le PIB était ainsi majoré, la limitée serait repoussée en proportion. Cependant, les dirigeants français, et d'autres, s'opposent à cette mesure, au nom de la morale, paraît-il. Mais alors ne faudrait-il pas retirer du PIB le commerce légal des marchands de

canons, les jeux de hasard, la spéculation financière et quelques autres activités aussi peu ragoûtantes ?

Big & littlemalion

L'affaire Bygmalion qui a secoué l'UMP au niveau national a sa déclinaison réunionnaise. Le 4 avril 2012, l'UMP locale recevait en grande pompe le candidat Sarkozy et organisait un meeting à Saint-Pierre. Coût de la prestation payée à la société organisatrice Event & cie : 209 442,32 euros, soit le double d'un meeting

équivalent en métropole : les frais d'approche sans doute...

Sur cette somme, 6 000 euros étaient prévus pour l'achat de parapluies dont les participants n'ont jamais vu la couleur. Les différents porte-parole locaux de l'UMP ont déclaré que, dans ces affaires, ils faisaient confiance à la justice. Autant qu'ils croisent les doigts en espérant passer entre les gouttes, eux qui ne peuvent même pas ouvrir les parapluies qu'ils n'ont jamais eus.

• SNCF

Appel à la grève

Les syndicats cheminots, en particulier la CGT et SUD, ont lancé un préavis de grève reconductible à partir du 10 juin à 19 heures, contre le projet de réforme ferroviaire présenté au Parlement le 16 juin.

À la suite de la manifestation réussie du 22 mai, les syndicats avaient demandé à être reçus par le gouvernement, le 4 juin. Il est difficile de savoir ce qu'ils pouvaient attendre d'une telle rencontre, puisque c'est le gouvernement socialiste qui, en ficelant cette réforme, s'attelle une fois de plus au sale travail que la droite n'a pas osé faire. Mais Cuvillier, ministre des Transports, les a méprisés, refusant de les recevoir et les renvoyant vers Guillaume Pépy, président de la SNCF.

C'est donc après s'être fait claquer la porte au nez que les syndicats ont déposé ce préavis de grève reconductible. Même s'il est difficile de savoir les suites que les fédérations syndicales cheminotes voudront donner à ce préavis, une chose est certaine : le ras-le-bol est grand chez les cheminots et cet appel peut avoir un retentissement important.

Tout se cumule : ras-le-bol



Diarmid courreges

des suppressions d'emplois qui frappent tous les secteurs, aggravent les conditions de travail, mettent en cause la sécurité des travailleurs et usagers ; ras-le-bol de la multiplication des horaires décalés, de la flexibilité des horaires en fonction de la rentabilité ; ras-le-bol de salaires qui ne permettent pas de s'en sortir ; ras-le-bol des pressions toujours plus lourdes de la hiérarchie ; ras-le-bol des campagnes désignant à l'opinion publique les cheminots comme des privilégiés.

Là-dessus, la réforme ferroviaire annoncée est un plan d'attaques supplémentaires, qui aurait pour conséquence de morceler les cheminots et de leur imposer une convention collective inférieure à la réglementation actuelle du travail en termes de repos, d'amplitude et

de conditions de travail.

La réussite de la manifestation du 22 mai a montré que le mécontentement était réel. Près d'un cheminot sur dix est venu à Paris alors même qu'il n'y avait pas d'appel national à la grève. Dans plusieurs secteurs, en plus des milieux militants, des jeunes ont ainsi participé à leur première manifestation.

Les attaques qui frappent les cheminots sont celles qui frappent tous les travailleurs. Quelles que soient les limites que mettront les directions syndicales à ce mouvement, si dès le 10 juin les travailleurs du rail relevaient la tête, ils pourraient, en contestant pour eux-mêmes la politique du gouvernement, donner un encouragement à l'ensemble des travailleurs.

Christian BERNAC

• Boutiques SNCF de Lyon Non à la fermeture !

Mercredi 28 mai, près de 40 cheminots du secteur commercial, accompagnés d'usagers, se sont rassemblés devant la boutique SNCF de Lyon-Préfecture pour son dernier jour d'ouverture, pour protester contre la politique de destruction d'emplois. Une pétition contre la fermeture avait recueilli plus d'un millier de signatures. Cette boutique, ouverte depuis plus de vingt ans, permettait aux personnes âgées d'éviter les files d'attente interminables aux guichets de la gare de Lyon Part-Dieu.

La direction de la SNCF souhaite fermer deux autres

boutiques d'ici la fin juin 2014. 17 emplois sont directement touchés. Comme partout en France, la SNCF se débarrasse de ses boutiques de proximité et supprime des guichets en gare. D'ici fin 2015, 1 000 à 1 500 emplois devraient ainsi être détruits dans la branche commerciale. Les cheminots ont rappelé que la SNCF fait des bénéfices, le chiffre d'affaires ayant encore augmenté au premier trimestre 2014. Les manifestants se sont donné rendez-vous pour défendre les deux autres boutiques menacées.

Correspondant LO

• Acticall – Cournon-d'Auvergne (Puy-de-Dôme)

Les travailleurs ont « posé le casque »

Mardi 27 mai, tous les salariés des plates-formes téléphoniques du pays étaient appelés par l'intersyndicale CGT, CFDT, Sud, CFTC et FO à arrêter le travail entre 14 h et 15 h pour revendiquer une amélioration de leurs conditions de travail et l'augmentation des salaires.

C'est ainsi qu'à Cournon-d'Auvergne, dans la zone industrielle du Bois-Joli, les travailleurs d'Acticall se sont retrouvés à une centaine, sur les 300 environ qui travaillaient sur le site ce jour-là, devant la porte de l'établissement, avec les drapeaux syndicaux et avec le soutien de militants syndicalistes d'autres sites, en particulier de la CGT et de la CFTC communication. L'heure a été consacrée à dénoncer l'exploitation qui

sevit sur cette plate-forme, comme dans les treize autres d'Acticall en France, comme également sur les plates-formes tenues par Téléperformance ou Lasercontact. Pour la plupart des travailleurs, que l'on appelle « conseillers clientèle », en majorité très jeunes, c'était leur première grève.

Mais en quoi consiste le travail des conseillers clientèle ? À Acticall, sur le site de Cournon, c'est répondre toute la journée aux appels destinés à Bouygues Télécom et à EDF, mais c'est aussi enrichir l'actionnaire principal, la famille Mulliez, qui détient 45 % d'Acticall par l'intermédiaire de Creadev, une holding dont elle est propriétaire. Les salariés y sont soumis à une pression permanente pour satisfaire les objectifs de rentabilité déterminés par ces donneurs d'ordres que les salariés, bien

entendu, ne rencontrent jamais, mais qui sont insatiables.

Ainsi un appel ne doit pas dépasser en moyenne 8 à 9 minutes et le temps de pause entre deux appels, pas même dix secondes, est sans cesse rogné, seconde par seconde. Pas question de se mettre en retard au téléphone : dès la prise de poste, les secondes de retard sont comptées, ajoutées à celles qui pourraient advenir lors des 30 minutes de pause fractionnées dans la journée pour aller aux toilettes ou décompresser : elles sont additionnées tout au long du mois et parfois décomptées du salaire. Le téléphone est « mouchardé » et, si des erreurs ont lieu lors des réponses données aux clients, les employés ont droit à un ESS, un « entretien suivi du salarié » mené par un responsable manager qui met en garde, un suivi suffisamment appuyé

pour que le salarié n'oublie aucune des nombreuses consignes qu'il doit respecter lors d'un appel, selon un rituel exigé par les donneurs d'ordres que sont Bouygues et EDF. Les objectifs sont sans cesse revus afin que chacun traite toujours plus d'appels, en y consacrant toujours moins de temps. Ils deviennent irréalisables, et la journée d'un conseiller clientèle revient à compter tout ce qu'il fait en secondes ! Inatteignables, les objectifs rendent les salariés insatisfaits de leur travail, et souvent ils culpabilisent de n'avoir pu traiter entièrement un dossier : à l'autre bout du fil, ce sont souvent de petites gens qui appellent, ne comprennent pas leur facture ou sont dans une situation inextricable. Aussi il y a un grand turn-over parmi les salariés, même parmi ceux qui sont en CDI, car il n'y a

aucune perspective et très peu de déroulement de carrière et, quand on obtient une promotion, ce n'est pas grand-chose.

La carotte, c'est une prime si l'on atteint les objectifs, mais elle est plafonnée à 120 euros par mois ! Mais pour tous, c'est le salaire au smic, environ 1 045 euros mensuels en moyenne, pour travailler en équipe, entre 8 h et 21 h, du lundi au samedi, et cela quelles que soient les tâches et les compétences exigées : compétences en informatique, commerciales, juridiques ou même linguistiques.

Les conseillers clientèle qui ont « posé leur casque » pendant une heure le 25 mai ont d'abord voulu se faire respecter et dire non à l'esclavagisme pratiqué sur les plates-formes téléphoniques.

Correspondant LO

• Seita – Carquefou (Loire-Atlantique)

Pour sauver leurs emplois Les salariés toujours mobilisés

Depuis l'annonce de la suppression du site de Carquefou, près de Nantes, où 327 emplois sont menacés, la riposte s'organise dans cette usine de fabrication de cigarettes de la Seita, rachetée en 2008 par le groupe anglais Imperial Tobacco, un des plus gros trusts mondiaux du tabac.

Les travailleurs multiplient les actions pour faire connaître leur lutte et leur écoeurément de se voir mettre à la porte. C'est la seconde, voire la troisième fois pour un certain nombre d'entre eux venant de Metz et de Lille et qui ont accepté les mutations successives. Que l'on produise du tabac ou quoi que ce soit d'autre, il est inacceptable d'être traité ainsi.

La tension est montée d'un cran, la veille du week-end de

l'Ascension, lorsque, pour la énième fois, des cadres et des huissiers sont venus faire pression sur les travailleurs pour qu'ils reprennent la production car, en plus des arrêts maladie, une centaine, ceux qui viennent à l'usine n'ont pas le cœur à l'ouvrage et rien ne sort. De plus, au milieu des ateliers trône toujours le « trésor de guerre » de près de 7 500 cartons, soit plus de 200 000 cartouches de cigarettes, ce qui correspond à 12 millions d'euros à la vente.

Les fiches de paye de mai ont aussi mis le feu aux poudres, avec des retenues sur salaire de 500 à 700 euros pour « absences non autorisées ». Mercredi 28 mai dans l'après-midi, les salariés présents ont décidé de retenir dans son bureau le directeur de l'usine, mais aussi le coordinateur des ressources humaines et les responsables de

production ainsi que deux autres cadres. L'objectif était de faire lever les sanctions financières et de mettre un terme aux pressions jugées insupportables. Finalement, les cadres ont été libérés sans qu'un accord ait été trouvé entre les salariés et la direction. Celle-ci a décidé alors de fermer l'usine le vendredi 30 mai, pour « remettre en état les locaux » et une fermeture exceptionnelle du site le lundi 2 et le mardi 3 juin, deux jours qui seront payés.

Dimanche matin 1^{er} juin, devant les grilles de l'usine, environ 150 salariés regroupés en assemblée générale décidaient d'occuper les pourtours du site, craignant que la direction ne



mettre à profit ces deux jours de fermeture pour évacuer leur trésor de guerre. Aucun camion ne doit entrer ou sortir. Un feu de palettes brûle en continu jour et nuit et sur les murs de l'usine, sur les routes d'accès fleurissent des slogans et peintures contre les patrons voyous et les actionnaires. Sur une banderole accrochée dans les arbres surplombant la route passant devant l'usine, on peut lire « Gouvernement de m... »

vive la révolution ».

Une rencontre était prévue le 3 juin à la préfecture de Nantes et une autre le lendemain avec le commissaire chargé du redressement productif dans la région. En attendant la réouverture de l'usine le 4 juin, les salariés continuaient la lutte, plus déterminés que jamais à faire payer cher à la direction sa décision de fermer l'usine de Carquefou.

Correspondant LO

• Toulouse

Total n'en a pas fini avec les sinistrés auditifs AZF

À propos du non-renouvellement des prothèses auditives, des sinistrés présentant de sérieux troubles auditifs, à la suite de l'explosion de l'usine AZF de Toulouse en septembre 2011, ont fait une première conférence de presse le 1^{er} avril. Cette conférence de presse a eu un certain retentissement, et le groupe Total a réglé en urgence plusieurs cas emblématiques. Il espérait bien ainsi éteindre le feu, tout en ne cédant rien sur le fond.

Ce que les représentants de Total n'avaient pas prévu, c'est qu'un groupe se constituerait autour de ce combat. Les sinistrés auditifs étaient isolés, menant un combat individuel et forcément déséquilibré contre

Total, pour obtenir un dédommagement. Ils sont maintenant plus de vingt, et découvrent les vertus de l'action collective. Un groupe s'est formé, des amitiés se sont construites, et cela change tout. En mettant

les informations en commun, ils se sont aperçus que leurs dossiers n'étaient pas traités de la même façon par le groupe Total. Désormais ils font leurs démarches en commun, en se réclamant du groupe constitué, et exigent tous exactement la même chose.

Il semble que le blocage des prises en charge des prothèses s'explique par un contentieux entre Total et la CPAM, dont les sinistrés seraient donc les victimes collatérales. Total et la CPAM doivent finalement

se rencontrer le 13 juin pour régler ce contentieux qui dure depuis deux ans. Et tant pis si des sinistrés doivent attendre sans moyen de communiquer avec le monde extérieur !

Pour arrêter d'être des balles de ping-pong entre Total et la CPAM, ils exigent une réunion tripartite avec ceux-ci, pour décider d'une procédure unique, simple et publique, de prise en charge des prothèses par Total.

Au cours d'une nouvelle conférence de presse, le 2 juin, quatorze sinistrés auditifs

étaient présents pour expliquer leur situation. Ils ont pu en particulier exprimer la difficulté de devoir faire une multitude de démarches, à chaque renouvellement, et d'être soupçonnés de rechercher un effet d'aubaine. C'est replonger à chaque fois dans les souffrances de l'après-AZF. Mais c'est aussi un grand réconfort de ne plus être seuls dans ce combat. Les sinistrés ont pris goût à la lutte collective, et ils ne s'arrêteront qu'avec la victoire complète.

Correspondant LO

• Continental

Encore deux condamnations pour le groupe

Successivement, les 22 et 27 mai, la direction du groupe Continental a reçu deux nouveaux camouflets judiciaires dans le bras de fer qui l'oppose à ses salariés.

Le 22 mai, la cour administrative d'appel de Douai a confirmé le jugement du tribunal administratif d'Amiens de février 2013, qui avait déclaré illégaux la fermeture de l'usine de Clairoix dans l'Oise en 2009 et les 1 113 licenciements qui l'avaient accompagnée. Elle a réaffirmé qu'il n'y avait aucune cause économique à

ce licenciement décidé par la direction internationale du groupe, qui est toujours resté bénéficiaire. La justice administrative ayant le monopole de juger le licenciement des représentants du personnel, la cour a confirmé l'annulation de la décision du ministère du Travail autorisant les licenciements de délégués.

Le 27 mai, c'est cette fois la cour d'appel d'Amiens qui a rejeté l'appel de Continental, qui avait été condamné par le conseil des prud'hommes de Compiègne pour

discrimination syndicale à l'encontre de Xavier Mathieu. Elle avait refusé de réintégrer ce militant et dirigeant de la lutte contre la fermeture sur le site de Clairoix, après l'annulation de son licenciement par le tribunal administratif.

Il faut ajouter à cela le démarrage de deux enquêtes lancées par les procureurs de Compiègne et de Toulouse, avec des auditions menaçant aussi la direction de Continental, se rapportant à des délits d'entrave relevés par les inspecteurs du travail à

l'encontre de la société.

Bien sûr, les patrons de Continental, qui avaient plié devant la mobilisation des travailleurs, voudraient bien aujourd'hui reprendre la main et faire oublier leur faiblesse passée. En attendant, ils amassent des milliards (558 millions de dividendes, + 28 %, distribués aux actionnaires) pendant qu'ils baissent les rémunérations du personnel. Au premier trimestre 2014, les résultats dépassent de 20 % les espérances des dirigeants du groupe.

Il y a déjà d'autres rendez-vous. Les salariés restent mobilisés pour la prise en charge des 460 salariés de Clairoix encore à Pôle emploi. Le jugement des prud'hommes concernant près de 700 salariés doit venir le 30 septembre à Amiens. Et le fait que des travailleurs restent mobilisés, à Clairoix certes, mais aussi dans d'autres usines, en refusant de se plier à ces diktats, est un encouragement pour tous à résister à l'injustice.

Correspondant LO

• Brésil

La coupe est plus que pleine

Au Brésil, à l'approche de la Coupe du monde de football qui commencera le 12 juin, manifestations, grèves et coupures de routes se sont multipliées. En effet, il est scandaleux de consacrer une dizaine de milliards d'euros à cette compétition, alors que l'argent manque pour la santé, l'éducation, le logement et les transports des couches populaires.

Bien sûr les dizaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées le 15 mai contre les injustices de la Coupe sont restées loin des centaines de milliers de manifestants de juin 2013 contre les hausses des prix des transports. Néanmoins les principales villes ont été touchées par des initiatives variées.

À Sao Paulo par exemple, une manifestation du secteur de l'entretien du métro a eu lieu en centre-ville; puis les familles sans logis de l'Occupation Espérance de la banlieue d'Osasco ont bloqué l'autoroute Anhanguera, qui vient de Brasilia; quinze usines métallurgiques, en grève, ont organisé un rassemblement dans la zone nord; à l'appel du Mouvement des travailleurs sans toit, 5 000 personnes ont

manifesté devant le stade d'Itaquera, où se déroulera le match d'ouverture de la Coupe. Ensuite a eu lieu une manifestation de 10 000 enseignants municipaux, en grève pour des augmentations de salaire, des postes et une réduction des effectifs par classe; puis 5 000 personnes ont manifesté sur la grande avenue Paulista.

Enseignants grévistes à Rio, agents de la circulation à Bahia, personnel administratif de l'université à Brasilia, agents du nettoyage à Fortaleza, policiers à Recife, employés municipaux de Belo Horizonte, salariés de la santé à Natal, de la justice en Amazonie: cette journée de lutte a été à la fois variée et nationale.

Ce n'est pas la Coupe qui est mise en cause, mais les



« Nous voulons des écoles, des métros, des trains, des hôpitaux, etc. »

dépenses extravagantes, la corruption généralisée, les profits des entreprises du BTP et autres associées à l'événement, pas toutes brésiliennes, loin de là, de Siemens à Nike et Adidas. Car si on ne sait pas quelle équipe va l'emporter, on sait déjà qui va s'en mettre plein les poches. Beaucoup ont même l'impression que la Fifa fait la loi dans le pays, d'où les slogans: « Fifa, go home », « Fifa, retourne en Suisse ». Mais la Fifa n'est en l'occurrence qu'un maître d'œuvre secondaire.

La mobilisation s'appuie sur les grèves qui s'enchaînent d'une région à une autre: en février, les éboueurs de Rio,

en plein carnaval; en mars, 30 000 ouvriers du chantier de la Comperj à Itaboraí, dans l'État de Rio; les policiers du Para en avril, les policiers et les agents pénitentiaires de Recife en mai; à la mi-mai les conducteurs de bus de Rio; à Cubatao, capitale de la pétrochimie sur la côte de Sao Paulo, 5 000 ouvriers de la compagnie nationale Petrobras en avril, puis début mai 15 000 ouvriers de la sous-traitance dans les raffineries et sur les chantiers dont certains étaient encore en grève début juin. Et on ne compte plus les grèves d'enseignants ou d'étudiants. Même la police fédérale, qui s'occupe

entre autres des ports et aéroports, a menacé de se mettre en grève pendant la Coupe.

Face à cette contestation, le gouvernement fait le dos rond. L'ex-président Lula dit qu'il ne faut pas mélanger foot et politique. La présidente actuelle, Dilma Rousseff, briguera en octobre un deuxième mandat. Son cauchemar serait une vague de grèves et de manifestations pendant la Coupe. À l'inverse, pour bien des travailleurs cette période apparaît favorable pour revendiquer et leur slogan est: « Pendant la Coupe, il va y avoir des luttes. »

Vincent GELAS

• Qatar

Mondial 2022, une erreur meurtrière

Stepp Blatter, le président de la Fédération internationale de football (Fifa), a admis qu'attribuer au Qatar l'organisation du Mondial de 2022 avait été une « erreur », parce qu'il y fait « trop chaud » en été. Effectivement, avec une température pouvant monter jusqu'à 50°, on voit mal les joueurs courir 1 h 30 sur un terrain... mais c'est seulement maintenant qu'il s'en rend compte, alors que la décision a été prise il y a près de trois ans!

Contrairement à ce qu'il affirmait encore il y a deux mois, Blatter a aussi reconnu que la Fifa avait une « part de responsabilité » dans les conditions de travail et de vie

ignobles imposées aux ouvriers travaillant sur les chantiers de construction – stades, hôtels, routes, parkings, infrastructures – dans lesquels les sociétés occidentales se taillent la

part du lion. Environ 1 200 d'entre eux seraient morts en deux ans, que ce soit par accident, maladie ou trop longue exposition à des températures extrêmes sans protection, ni même parfois suffisamment d'eau à boire. Ces ouvriers travaillent 12 à 14 heures par jour, sept jours sur sept, et sont logés par les entreprises sous-traitantes qui les emploient dans des baraquements ou des camps, dont certains sont proches du bidonville. « On est dix dans une chambre, il

n'y a plus du tout d'espace. Et il n'y a pas de douche, juste un vieux tuyau. Parfois il y a de l'eau, parfois il n'y en a pas », témoigne un ouvrier indien.

Ces ouvriers sont des migrants, venus d'Inde ou du Népal pour la plupart, et recrutés dans leur pays d'origine. Alors qu'ils se sont endettés pour payer leur venue au Qatar, ils se retrouvent avec des salaires misérables d'environ 120 euros par mois, la moitié de la somme promise. Comme ils sont obligatoirement « parrainés » par

leur employeur, ils ne peuvent pas quitter leur travail sans son autorisation. Voilà qui s'apparente fort à de l'esclavage, ce que ne pouvaient ignorer ni les organisateurs de la Coupe du monde ni les pays occidentaux, dont la France. À en croire les organisateurs, les pays occidentaux ont fait pression sur eux, pour qui l'argent des émirats du Qatar offre des perspectives d'enrichissement à leurs géants du BTP, tels que Bouygues ou Vinci.

Marianne LAMIRAL

Les petits cadeaux entretiennent la Fifa

L'organisation de la Coupe du monde de football au Qatar, en 2022 est escortée d'une suite de scandales: valse des millions, contrats pharamineux, chantiers où meurent les ouvriers, mépris pour les populations, étalage répugnant de richesses dans un océan de misère. C'était vrai en Afrique du Sud, c'est vrai au Brésil, cela le sera au Qatar.

Mais il restait une question. Comment des professionnels

du spectacle sportif avaient-ils pu imaginer faire jouer des footballeurs par des températures dépassant les cinquante degrés, l'été?

On a maintenant des réponses. Les personnes intéressées à cette affaire ont manifesté par avance aux décideurs du football international pour quelque cinq millions de dollars de rafraîchissements. De quoi supporter la soif du désert qatari!

• Crédit agricole, BNP

T'as pas dix milliards ?

L'amende à payer pour la BNP-Paribas risque d'être fort élevée dans le conflit qui l'oppose au gouvernement américain. Celui-ci réclamerait maintenant dix milliards de dollars et plus seulement cinq pour arrêter les poursuites contre la banque, accusée d'avoir contourné l'embargo américain contre Cuba, l'Iran et le Soudan. Faute d'un accord la BNP pourrait se voir retirer sa licence aux USA, ce qui reviendrait à l'empêcher de travailler sur le marché

financier US, le plus important du monde.

Le Crédit agricole est lui aussi menacé d'une amende pour l'ensemble des illégalités commises depuis fin 2013. Il est en train de « négocier » avec les autorités américaines sur son montant et a d'ores et déjà provisionné 1,2 milliard d'euros pour cela.

Les banquiers, BNP, CA mais avant eux aussi HSBC qui a payé une amende record de 1,9 milliard de dollars, et d'autres avec lesquels

les autorités américaines ont été un peu moins exigeantes, sont donc prêts à provisionner des sommes énormes pour se mettre en règle. Quitte à reconnaître leurs fautes et même à dénoncer certains de leurs clients, pour eux l'enjeu est de taille. Il s'agit de pouvoir continuer à travailler, ou plutôt à spéculer à Wall Street où, moyennant quoi, ces milliards de dollars seront rapidement récupérés, aux dépens de toute la société.

Correspondant LO

• Espagne

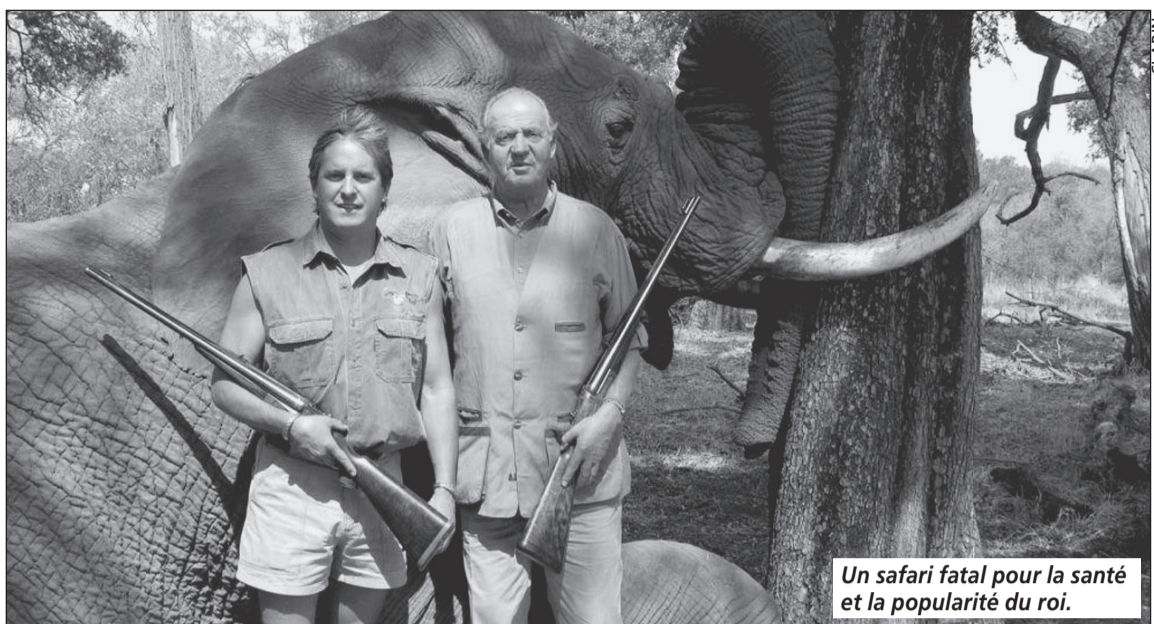
L'abdication de Juan Carlos

Juan Carlos, qui régnait en Espagne depuis la fin du franquisme, vient de passer la main à son fils Felipe VI. Malade, usé, impliqué dans des scandales financiers concernant son gendre et sa fille, empêtré dans des révélations concernant ses safaris dispendieux et des relations privées tapageuses, il n'était plus capable de servir d'arbitre au sein de la classe politique comme il l'avait été au lendemain de la mort de Franco, fin 1975.

À la fin de la dictature, les partis de droite comme de gauche qui se reconstituaient avaient fini par considérer Juan Carlos comme le seul capable d'arbitrer une situation délicate, marquée par les pressions de l'armée et les risques de mouvements sociaux. Le Parti communiste en particulier, après des années d'une courageuse et difficile lutte contre la dictature, au prix d'une répression sans pitié, avait fini par se rallier à la monarchie parlementaire, au grand désarroi de nombre de ses militants et sympathisants. Ce choix démoralisa des dizaines de milliers de militants politiques, de syndicalistes qui espéraient que le post-franquisme serait républicain. Les dirigeants du Parti

communiste avaient accepté ce virage en contrepartie de la légalisation de leur parti. Cet alignement du Parti communiste sur les politiciens des partis de droite, du centre et de la social-démocratie lui coûta cher. Il ouvrit la voie aux dirigeants d'alors du Parti socialiste (le PSOE) qui devint le premier parti de gauche. C'est ainsi que le PSOE remporta les élections en 1982 et que Felipe Gonzalez devint chef du gouvernement.

Cette période de transition ouverte après la mort de Franco a profondément marqué le mouvement ouvrier espagnol. Le Parti socialiste (le PSOE) et le Parti communiste, ainsi que les syndicats qui leur sont liés, ont imposé à la classe ouvrière le cadre de l'État bourgeois dit



Un safari fatal pour la santé et la popularité du roi.

démocratique et de ses institutions, en barrant d'avance la route d'une revanche contre la bourgeoisie qui lui avait imposé près de quarante ans de dictature.

Depuis, le Parti populaire de droite et le PSOE (Parti socialiste) pour la gauche ont alterné au pouvoir, menant l'un et l'autre la même politique au service du patronat et des banquiers. La royauté en place a servi de garant de la stabilité des institutions. Et c'est ce rôle que continuera d'avoir Felipe VI, quand il aura succédé officiellement à son père.

Au soir de l'annonce de l'abdication du roi, des dizaines

de milliers de personnes, contentes de voir partir Juan Carlos, sont descendues dans les rues pour réclamer un référendum qui permettrait à la population de choisir entre le maintien d'un régime monarchique et la république.

On comprend que beaucoup en Espagne aient ainsi envie de jeter à la poubelle ce vieux fatras d'institutions réactionnaires et parasites. Mais ce ne sont pas ces personnages sans pouvoir réel qui tirent les ficelles du pouvoir. Aussi bien dans les régimes républicains que dans les régimes monarchiques, ce sont les capitalistes qui détiennent le pouvoir réel,

par l'intermédiaire d'un personnel politique, de droite comme de gauche, fait de marionnettes interchangeables.

Le vrai problème n'est pas dans le type d'institutions mais dans la classe sociale dont le pouvoir politique défend les intérêts. L'expérience prouve que les politiciens républicains peuvent mener des politiques tout aussi réactionnaires et antiouvrières que n'importe quel potentat héréditaire, pour la défense des intérêts des capitalistes et de la bourgeoisie. Et c'est bien ceux-là qu'il faut renverser.

Henriette MAUTHEY

• Turquie

Un an après la révolte de Taksim, Les manifestants sont toujours là

La révolte de Taksim de mai-juin 2013, qui avait débuté par un mouvement d'opposition à la destruction du parc de Gezi, au centre d'Istanbul, qui visait à remplacer les arbres par un centre commercial, avait mobilisé plusieurs millions de personnes à travers tout le pays contre le gouvernement

d'Erdogan.

Son premier anniversaire, le 31 mai, a rassemblé cette fois plusieurs dizaines de milliers de personnes. Pourtant, le gouvernement avait proféré force menaces et interdictions visant toutes les manifestations prévues. À Istanbul, le gouvernement avait mobilisé plus de

25 000 policiers et plus de 50 blindés. Mais de nombreux manifestants, jeunes en particulier, ont bravé les imposantes forces de répression pour descendre dans la rue, partout, jusque dans de petites villes.

En effet, malgré les arrestations, les charges de la police et les lacrymogènes, des

milliers de personnes ont exprimé, une fois de plus, leur opposition au gouvernement de l'AKP, le parti d'Erdogan, reprenant en chœur les slogans de l'année dernière : « *Ce n'est qu'un début, continuons le combat* », « *Her yer Taksim, her yer mücadele* » (*Partout Taksim, partout la lutte*).

Plusieurs centaines de personnes auraient été arrêtées, notamment à Istanbul et à Ankara, pour la plupart relâchées par la suite. Mais les jeunes manifestants ont montré que le gouvernement de l'AKP ne les impressionne plus vraiment.

J. S.

Après la catastrophe minière de Soma

Après la mort de 301 mineurs, et sans doute plus, à la mine de Soma le 14 mai, les manifestations de protestation ont continué en Turquie et le scandale reste à l'ordre du jour des médias. Ceux qui sont au service du gouvernement d'Erdogan ont d'abord cherché à le dédouaner, lui et ses amis capitalistes gestionnaires de la mine, tandis que ceux liés à l'opposition soulignaient ses responsabilités, non sans hypocrisie. Mais c'est bien d'assassinat qu'il faut parler car, si dans cette mine de charbon les mesures de sécurité les plus élémentaires avaient été prises, aujourd'hui les mineurs seraient encore en vie.

Au lendemain de

l'accident, une bonne partie des médias ont menti sans vergogne, expliquant que la mine de Soma était une mine modèle, que toutes les mesures de sécurité étaient prises, que les inspections de sécurité étaient effectuées en temps et en heure, qu'il n'y avait pas de sous-traitance. Erdogan parlait de « fatalité ». Mais on a vite su que le patron mentait. L'explosion n'était pas due, comme il avait été dit, à l'incendie imprévisible d'un transformateur. Depuis des jours, des mineurs attiraient l'attention sur l'élévation de la température dans la mine et sur celle du taux de monoxyde de carbone dans l'atmosphère. Pourtant, malgré le niveau du danger largement dépassé, la

mine n'a pas été évacuée : il fallait continuer à battre les records de production.

Le gouvernement Erdogan a dû faire volte-face et a décidé l'arrestation des responsables de la société minière. Les mineurs morts ont été déclarés « héros nationaux » et des compensations financières ont été promises. Mais rien n'est pour autant réglé. Dans cette zone rurale où l'agriculture elle-même n'offre plus de débouchés, la mine est le seul emploi possible. Les patrons prendront-ils les mesures nécessaires pour y assurer une véritable sécurité ? Rien ne l'indique, à moins que les travailleurs ne les y contraignent.

Julien SILVA

